

PloneGov

La mutualisation s'internationalise

Comme annoncé dans notre précédente édition, **CommunesPlone** a donné naissance à **PloneGov**. Ce projet a acquis une stature internationale dont les initiateurs belges peuvent être fiers. **PloneGov** est aussi un bel exemple de collaboration entre pouvoirs publics et PME.

«Ce projet n'est pas né par hasard», nous confiait, début 2006, Joël Lambillotte, responsable informatique de Sambreville, cheville ouvrière de CommunesPlone et manager technique du projet. «Les fournisseurs traditionnels ne semblent pas tenir compte des exigences de l'e-gouvernement». Ce constat est à l'origine de CommunesPlone. Initié dès 2004 par les communes belges de Sambreville et de Seneffe, le projet offre aux villes et communes la possibilité de mutualiser leurs ressources pour le développement d'applications informatiques répondant aux besoins spécifiques des collectivités locales. L'approche assure en même temps une plus grande indépendance technologique par rapport aux solutions propriétaires. Pour mémoire, CommunesPlone s'appuie sur les méthodes de développement open source et en particulier sur deux environnements: Plone (outil de gestion de contenu) et Zope (serveur d'applications, avec des modules de base comme la gestion des accès et la sécurité, un workflow, un serveur web, une base de données, etc.). Au fil du



Xavier Heymans, président de Zea Partners, et Nicolas Bossut

temps, le projet a séduit d'autres communes et niveaux de pouvoir, et a franchi la frontière française en impliquant les municipalités d'Arles, Savigny-sur-Orge et Saint-Pierre d'Irube. En Belgique, les applications mises en place sont déjà utilisées par 17 communes (dont la commune flamande de Schoten) et 2 CPAS, la Région wallonne et la Communauté française. L'objectif est de rassembler au moins 10% des communes wallonnes d'ici à la fin 2007.

En deux ans, CommunesPlone a franchi un fameux parcours grâce au soutien de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie (mise à disposition d'un serveur mutualisé dédié au projet), du réseau international de PME Zea Partners et d'Easi-Wal. Et ce n'est pas fini. Fin mai, le projet a pris une dimension largement internatio-

nale. PloneGov (www.plonegov.org) est en effet le résultat de la fusion des trois projets open source CommunesPlone (Belgique et France), UdalPlone (Espagne) et PloneGov.ch (Suisse). «Toutes les villes et régions, belges ou non, sont libres de participer à ce projet. Pour ce faire, elles peuvent soit installer par elles-mêmes les modules de PloneGov si elles estiment qu'elles disposent des compétences techniques suffisantes en interne, soit faire appel à une PME spécialisée dans Plone pour lui fournir des formations, du coaching ou même un packaging complet des produits PloneGov», expliquent Nicolas Bossut et Xavier Heymans (Zea Partners). Début juin, le projet africain Bungeni est venu se joindre à PloneGov. Soutenu par l'ONU, ce projet de développement logiciel (Parliamentary and Legislative Information System) réu-

Des résultats

Différents modules ont déjà été développés ou sont en cours de développement pour répondre aux besoins des communes: collègue communal, comarquage, conteneur d'applications (téléservices, collègue, etc.), extension signalétique, identification via la carte d'identité électronique (Belgian eID AuthPlugin), gestion des amendes administratives (en cours de développement), PloneDelib (gestion et stockage des délibérations), Python Open Document (génération de contenus dynamiques), Téléservices (application Internet pour la gestion des téléservices communaux), et sites Web (structure de base avec toutes les applications utiles). Tous ces outils peuvent être utilisés librement par les communes et autres partenaires du projet.

nit les parlements de 8 pays d'Afrique, et une participation de l'assemblée nationale du Nigeria. Au total, PloneGov rassemble aujourd'hui une cinquantaine d'acteurs européens, africains, nord et sud-américains. Cette vaste communauté internationale réunit aussi bien des acteurs publics que privés ou non marchand.

Financements structurels

Il faut dire que l'enjeu est de taille. «L'Union européenne compte plus de 100.000 villes et communes dont la plupart n'ont ni les ressources budgétaires, ni les compétences

pour mettre en place un projet e-gouvernement», rappellent Nicolas Bossut et Xavier Heymans. «Toutes sont confrontées aux mêmes types de besoins et de difficultés. Ce constat explique aussi l'extension du projet au-delà des frontières européennes.

L'idée fait son chemin aux Etats-Unis où des contacts sont en voie de finalisation avec la ville de Newport News (Virginie) et où d'autres villes pourraient suivre. Par ailleurs, deux villes argentine et uruguayenne sont en phase d'observation.»

«Le défi consiste à mutualiser les efforts dans le cadre d'un modèle économique viable.»

Pour Xavier Heymans, l'accroissement du nombre de contributeurs est un atout considérable, mais le développement de code n'est pas l'aspect le plus important de ce type de projet. «Le grand défi est de savoir comment gérer une communauté de développeurs, une communauté d'acteurs publics, et une communauté de PME, et comment mutualiser les efforts dans le cadre d'un modèle économique viable.» L'extension du projet permet précisément d'atteindre la masse critique nécessaire pour saisir les opportunités de développement et justifier des financements structurels. Enfin, comme le montre l'étude Floss

Impact financée par la Commission européenne (voir les principales conclusions de cette étude dans notre rubrique Europe), au-delà des solutions répondant aux besoins des administrations publiques, l'impact de l'open source sur l'économie, la recherche et l'emploi en

Europe est considérable, soulignent Xavier Heymans et Nicolas Bossut.

FRD

Infos complémentaires: www.plonegov.org, www.zeapartners.org, www.communesplone.org.

Collaboration public-privé

L'approche mutualisation et open source n'exclut pas l'intervention d'acteurs privés, bien au contraire. PloneGov en est un bel exemple. Fédération internationale de PME, Zea Partners compte une bonne vingtaine de membres répartis dans 14 pays sur 4 continents. L'association, dont le réseau continue à s'étendre, joue un rôle important dans la promotion des logiciels libres et de Plone. Elle fournit un soutien régulier aux villes et régions impliquées dans PloneGov, joue un rôle central dans la dissémination du projet à l'échelle internationale et assure une fonction de coordination entre tous les partenaires. Qualifiée par l'étude européenne Floss Impact de «modèle business innovant en matière d'e-gouvernement», Zea participe à d'importants projets de recherche du Sixième Programme-Cadre de l'UE sur la qualité et la viabilité économique des logiciels libres (Qualoss, Flossmetrics et Calibre). Parallèlement à l'appui de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, la présence de Zea Partners a été un facteur de réussite de CommunesPlone. En Belgique, Zea a soutenu CommunesPlone en collaboration avec la PME belge Bubblenet. Outre Bubblenet, deux partenaires de Zea s'impliquent également dans ce projet: Menttes (Argentine) et At-Real (France). Notons que la jeune société belge de consultance Affinitic fait également partie du réseau de Zea.

Une reconnaissance internationale

En juin, PloneGov a été récompensé par le Grand Prix du Jury lors de la remise des Lutèce d'Or 2007 attribués aux meilleurs projets réalisés en Europe dans le domaine des logiciels libres. Cette récompense a été octroyée dans le cadre de l'événement «Paris, Capitale du Libre» lors d'une cérémonie organisée à l'Hôtel de Ville de Paris, qui a réuni les 250 personnalités les plus influentes du marché des logiciels libres en France et en Europe. Philippe Courard, ministre wallon de l'Intérieur et des Pouvoirs locaux, a tenu à féliciter lui-même la Communauté belge PloneGov pour sa réussite.

PloneGov figure également parmi les 53 finalistes des «European e-Government Awards 2007», sélectionnés parmi 311 projets de 32 pays. Les awards 2007 ont été attribués à l'occasion de la 4ème conférence ministérielle européenne «e-government» (Lisbonne, du 19 au 21 septembre). Notons que d'autres projets belges figurent parmi les finalistes: LoG-IN GII (partage d'infrastructure GIS), e-Depot (publication des actes notariés de constitution de sociétés, sur une plate-forme SOA), Limosa (e-déclaration des travailleurs étrangers), My File (consultation en ligne de ses données personnelles au Registre national), et Contactpunt Vlaamse Infolijn. Les projets ont été sélectionnés dans 4 catégories: les services publics soutenant la croissance et l'emploi; la participation et la transparence; l'impact social et la cohésion sociale; et l'efficacité de l'administration.